

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1987 met uitzondering van artikel 8, dat in werking treedt op 1 januari 1985.

Gezien op te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 23 september 1988.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987, à l'exception de l'article 8 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1985.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 23 septembre 1988.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 88 — 1767

23 AUGUSTUS 1988. — Ministerieel besluit waardoor de aflevering van de specialiteit Aldetex-28, oplossing in hospitaalverpakking, vrijgesteld wordt van geneeskundig voorschrift

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983, inzonderheid artikel 6, alinea 3;
Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie,

Besluit :

Artikel 1. De aflevering van de farmaceutische specialiteit Aldetex-28, oplossing in hospitaalverpakking, is niet meer aan een geneeskundig voorschrift onderworpen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 23 augustus 1988.

R. DELIZEE

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 88 — 1767

23 AOUT 1988. — Arrêté ministériel exonérant la délivrance de la spécialité Aldetex-28, solution en conditionnement hospitalier, de la prescription médicale

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifiée par la loi du 21 juin 1983, notamment l'article 6, alinéa 3;
Vu l'avis de la Commission des Médicaments,

Arrête :

Article 1^{er}. La délivrance de la spécialité Aldetex-28, solution en conditionnement hospitalier, n'est plus soumise à prescription médicale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 août 1988.

R. DELIZEE

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 88 — 1768

7 DECEMBRE 1987. — Arrêté ministériel déterminant la composition de dossier de demande de permis de modification d'affectation de bâtiments

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Aménagement du Territoire, la Vie rurale, l'Eau et le Sous-sol,
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, 1;
Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, notamment les articles 41, § 1^{er}, 9^o et 195/6;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 23 décembre 1985 et 9 juillet 1987 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 9 juillet 1987 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de la section IV du Livre IV, Titre I^{er}, chapitre VII du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est modifié comme suit : « Des dossiers de demandes relatives aux travaux et actes visés par l'article 41, § 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o et 9^o ».

Art. 2. L'article 210 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est modifié comme suit :

- « La présente section s'applique aux travaux et actes suivants :
- 1^o déboiser, modifier sensiblement le relief du sol;
 - 2^o abattre les arbres isolés à haute tige plantés dans les espaces verts prévus par un plan d'aménagement approuvé par l'Exécutif, ainsi que des arbres existant dans un bien ayant fait l'objet du permis de lotir prévu par le livre premier, titre III;
 - 3^o défricher ou modifier la végétation de landes, bruyères ou fagnes, ainsi que de toute autre zone dont l'Exécutif jugerait la protection nécessaire;
 - 4^o établir un dépôt de véhicules usagés ou de mitraille;
 - 5^o utiliser habituellement un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation, telles que roulottes, caravanes, véhicules désaffectés, tentes.
 - 6^o modifier l'utilisation de bâtiments au sens de l'article 41, § 1^{er}, 9^o ».

Art. 3. L'article 211 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est modifié comme suit :

« Pour qu'un dossier de demande concernant les travaux et actes visés par l'article 41, § 1er, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o et 9^o, soit considéré comme complet, il doit contenir, en dehors des documents et renseignements prescrits par le règlement communal :

1^o Une demande de permis en double exemplaire, rédigée sur un formulaire dressé par la commune et mis gratuitement par elle à la disposition du demandeur; le formulaire doit comprendre le texte du modèle repris à l'annexe (...);

2^o Les plans des travaux, signés par le demandeur, comportant :

a) un plan de situation comportant l'orientation, les voies de desserte avec indication de leur statut juridique (route de l'Etat, de la province, de la commune), de leur dénomination et, le cas échéant, les éléments principaux du plan particulier d'aménagement approuvé par l'Exécutif ou du plan de lotissement approuvé;

S'il s'agit d'une parcelle située dans une ville ou une agglomération définie par l'article 204, 3^o, a, ce plan doit permettre de repérer le terrain dans le quartier et par rapport aux bâtiments voisins dans un rayon de 100 mètres;

S'il s'agit d'une parcelle située en dehors d'une ville ou une agglomération définie par l'article 204, 3^o, a, ce plan doit permettre de repérer le terrain dans le quartier et par rapport aux bâtiments voisins dans un rayon de 500 mètres;

b) le plan du terrain en cause, signé par le demandeur, comportant :

- l'orientation;
- les limites cotées du terrain;
- la superficie du terrain;
- le numéro cadastral;
- le genre de clôture du terrain;
- l'implantation et le gabarit des bâtiments existant sur la parcelle;
- le tracé des voies publiques de desserte avec indication de leur statut juridique, de leur dénomination, de leur largeur, de la nature de leur revêtement, du profil en travers, des arbres et des appareils d'éclairage public se trouvant sur le domaine public ainsi que des voies d'accès au terrain;

- le cas échéant, les voies intérieures de desserte, la nature de leur revêtement et leur raccordement au domaine public;

- l'implantation, le gabarit de la nature ou l'affectation des constructions environnantes dans un rayon de 100 mètres de chacune des limites du terrain;

- le nom des propriétaires des immeubles contigus, le numéro de police de ceux-ci et l'indication des fenêtres faisant face aux limites latérales et postérieures;

- les servitudes du fait de l'homme établies sur le terrain;

- l'emplacement des arbres à haute tige;

3^o Au moins trois photos numérotées, en double exemplaire, du terrain et des bâtiments en cause ainsi que des bâtiments contigus et voisins avec indication des différents endroits de prise de vue sur le plan de situation. »

Art. 4. Le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est complété par l'article 217/1 rédigé comme suit :

« Lorsqu'il s'agit de modifier l'utilisation de bâtiments au sens de l'article 41, § 1er, 9^o, le dossier doit, en outre, contenir :

1^o une vue en plan à une échelle 1/100 ou 1/150 figurant pour les sous-sols, pour le rez-de-chaussée et chacun des étages des bâtiments en cause, la destination première et/ou actuelle des différents locaux;

2^o une vue en plan à une échelle 1/100 ou 1/150 figurant pour les sous-sols, pour le rez-de-chaussée et chacun des étages des bâtiments en cause, la destination projetée des différents locaux;

3^o l'indication, sur un plan du terrain en cause établi à l'échelle déterminée par l'article 212, de l'emplacement des aires de stationnement et des garages pour véhicules;

4^o l'indication, sur un plan de situation établi à l'échelle déterminée à l'article 212, de l'emplacement des aires de stationnement pour véhicules dans un rayon de 100 mètres de chacune des limites du terrain sur lequel sont construits les bâtiments en cause.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 1988.

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 1788

7. DEZEMBER 1987. — Ministerialerlaß zur Festlegung der Zusammenstellung der Antragsakte für eine Genehmigung zur Benutzungsänderung von Gebäuden

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform des Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, 1;

Aufgrund des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches, insbesondere der Artikel 41, § 1, Punkt 9 und 195/6;

Aufgrund des durch die Erlasse der Exekutive vom 23. Dezember 1985 und vom 9. Juli 1987 abgeänderten Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive;

Aufgrund des durch den Erlaß der Exekutive vom 23. Dezember 1985 abgeänderten Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des durch den Erlaß der Exekutive vom 9. Juli 1987 abgeänderten Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Zuständigkeitsbereich der Minister, die Mitglieder der Exekutive sind,

Erläßt der Minister der Wallonischen Region für Raumordnung, Landleben, Wasser und Untergrund :

Artikel 1. Die Überschrift des Abschnittes IV des Buches II, Titel 1, Kapitel VII des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird wie folgt abgeändert : « Antragsakten bezüglich der in Artikel 41, § 1, Punkt 2, 3, 4, 5, 6 und 9 erwähnten Arbeiten und Handlungen ».

Art. 2. Artikel 210 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

« Vorliegendes Kapitel findet auf folgende Arbeiten und Handlungen Anwendung :

- 1° abholzen, merklich die Bodengestaltung ändern;
- 2° alleinstehende, hochstämmige Bäume auf Grünflächen fällen, die in einem durch die Exekutive genehmigten Raumordnungsplan vorgesehen sind, sowie Bäume, die auf einem Grundstück stehen, für das die in Buch I, Titel III vorgesehene Erschließungsgenehmigung erteilt wurde;
- 3° den Pflanzenwuchs von Ödland, Heiden oder Venn sowie jedweden Gebietes, dessen Schutz die Exekutive für erforderlich hält, roden oder ändern;
- 4° ein Lager für Gebrauchtwagen oder Schrott anlegen;
- 5° gewöhnlich ein Grundstück für das Aufstellen einer oder mehrerer ortsbeweglicher, zur Bewohnung geeigneter Einrichtungen wie z. B. Wohnwagen, Campingwagen, ausgediente Fahrzeuge, Zelte benutzen;
- 6° die Benutzung von Gebäuden ändern, im Sinne von Artikel 41, § 1, Punkt 9;

Art. 3. Artikel 211 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

« Um als vollständig betrachtet zu werden, muß eine Antragsakte bezüglich der in Artikel 41, § 1, Absatz 2, 3, 4, 5, 6 und 9 des Gesetzes erwähnten Arbeiten und Handlungen neben den durch die Gemeindeordnung vorgeschriebenen Dokumenten und Auskünften folgendes enthalten :

1° Einen Genehmigungsantrag in doppelter Ausfertigung auf einem von der Gemeinde aufgesetzten und kostenlos zur Verfügung des Antragstellers gestellten Formular, das Formular muß den Wortlaut des in der Anlage (...) aufgeführten Musters enthalten;

2° Die durch den Antragsteller unterzeichneten Pläne der Arbeiten, die folgendes umfassen :

a) einen Situationsplan mit der Orientierung, den Zufahrtswegen unter Angabe ihrer Rechtsstellung (Stadt-, Provinz-, Gemeindefraße), ihrer Benennung und gegebenenfalls den Hauptbestandteilen des durch die Exekutive genehmigten Bebauungsplanes oder des genehmigten Erschließungsplanes;

Bei innerhalb einer Stadt oder einer in Artikel 204, Punkt 3a bestimmten Agglomeration gelegenen Parzellen muß dieser Plan eine Ortsbestimmung des Grundstücks im Viertel und in bezug auf die Nachbargebäude in einem Umkreis von 100 Metern ermöglichen;

Bei außerhalb einer Stadt oder einer in Artikel 204, Punkt 3a bestimmten Agglomeration gelegenen Parzellen muß dieser Plan eine Ortsbestimmung des Grundstücks im Viertel und in bezug auf die Nachbargebäude in einem Umkreis von 500 Metern ermöglichen,

b) den durch den Antragsteller unterzeichneten Plan des betreffenden Grundstücks, der folgendes umfasst :

- die Orientierung;
- die bemaßten Grundstücksgrenzen;
- die Grundstücksfläche;
- die Katasternummer;
- die Art der Umzäunung des Grundstücks;
- den Standort und das Volumen der vorhandenen Gebäude;
- die Trasse der öffentlichen Zufahrtsstraßen mit Angabe ihrer Rechtsstellung, ihrer Benennung, ihrer Breite, der Art ihres Belages, des Querschnittes, der Bäume und der öffentlichen Beleuchtungskörper, die sich auf öffentlichem Gut befinden sowie der Zufahrtwege zum Grundstück;
- gegebenenfalls die Innenwege, die Art ihres Belages und ihr Anschluß an das öffentliche Wegenetz;
- die Lage, das Volumen, die Art oder Zweckbestimmung der in einem Umkreis von 100 Metern ab jeder der Grundstücksgrenzen gelegenen Gebäude;
- den Namen der Eigentümer der anstoßenden, Gebäude, deren Policennummer und die Angabe der gegen über den Seiten- und Rückgrenzen angebrachten Fenster;
- die auf dem Grundstück aufgrund einer Vereinbarung bestellten Grunddienstbarkeiten;
- den Standort der hochstämmigen Bäume.

3° mindestens drei numerierte Photos in doppelter Ausfertigung, des betreffenden Grundstücks und der anstoßenden und benachbarten Bauten, mit Angabe der verschiedenen Photoaufnahmestellen auf dem Situationsplan. »

Art. 4. Das Wallonische Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch wird durch einen wie folgt lautenden Artikel 127/1 ergänzt :

« Soll die Benutzung von Gebäuden im Sinne von Artikel 41, § 1, Punkt 9 geändert werden, so muß die Akte außerdem folgendes beinhalten :

1. eine Draufsicht i.M. von 1:100 oder 1:150, die für das Kellergeschoß, das Erdgeschoß und jede der Etagen der betreffenden Gebäude, die ursprüngliche und/oder jetzige Zweckbestimmung der verschiedenen Räume darstellt;

2. eine Draufsicht im Maßstab von 1:100 oder 1:150, die für das Kellergeschoß, das Erdgeschoß und jede der Etagen der betreffenden Gebäude, die geplante Zweckbestimmung der verschiedenen Räume darstellt;

3. die Angabe der Fahrzeugabstellplätze und -garagen auf einem maßstabgemäß nach Artikel 212 erstellten Plan des betreffenden Grundstücks;

4. die Angabe der Fahrzeugabstellplätze in einem Umkreis von 100 Metern von jeder der Grenzen des Grundstücks, auf dem die betreffenden Gebäude gebaut sind, auf einem maßstabgerecht nach Artikel 212 erstellten Plan des betreffenden Grundstücks.

Art. 5. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 7. Dezember 1987.

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 1788

**7 DECEMBER 1987. — Ministerieel besluit
waarbij de samenstelling van het aanvraagdossier van vergunning tot wijziging
van het gebruik van gebouwen wordt vastgesteld**

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening, het Landleven, het Water en de Ondergrond,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1960 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, 1;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, inzonderheid op artikelen 41, § 1, 9° en 195/8;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 gewijzigd bij de besluiten van 23 december 1985 en 9 juli 1987 houdende regeling van de werking van de Executieven;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 9 juli 1987 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers, Leden van de Executieve,

Besluit :

Artikel 1. De benaming van sektie IV van Boek IV, Titel I, hoofdstuk VII, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt gewijzigd als volgt : « De dossiers van aanvraag betreffende de in artikel 41, § 1, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 9° bedoelde werken en handelingen ».

Art. 2. Artikel 210 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt gewijzigd als volgt :

« Deze sektie is toepasselijk op de volgende werken en handelingen :

- 1° ontbossen, het reliëf van de bodem merkbaar wijzigen;
- 2° alleenstaande hoogstammige bomen vellen binnen de groene ruimte van een door de Executieve goedgekeurd plan van aanleg, evenals bomen vellen in een goed waarvoor de in boek I, titel III voorgeschreven verkavelingsvergunning is afgegeven;
- 3° ontginnen of de vegetatie wijzigen van heiden of venen, alsmede van enig ander gebied waarvoor de bescherming noodzakelijk wordt geacht door de Executieve;
- 4° een opslagruimte voor gebruikte voertuigen of voor schröot aanleggen;
- 5° een grond gewoonlijk gebruiken voor het plaatsen van een of meer verplaatsbare inrichtingen die voor bewoning kunnen gebruikt worden, zoals woonwagens, kampeerwagens, afgedankte voertuigen, tenten;
- 6° het gebruik van gebouwen wijzigen in de zin van artikel 41, § 1, 9°.

Art. 3. Artikel 211 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt gewijzigd als volgt :

« Om als volledig te worden beschouwd, moet het dossier van een aanvraag betreffende de in artikel 41, § 1, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 9° bedoelde werken en handelingen bevatten ongerekend de door gemeentelijke verordening voorgeschreven stukken en gegevens :

1° een vergunningaanvraag in tweevoud, gesteld op een formulier dat door de gemeente is opgemaakte en door deze gratis ter beschikking van de aanvrager wordt gesteld; het formulier moet de tekst van het in bijlage (...) opgenomen model bevatten;

2° de tekeningen van het werk, ondertekend door de aanvrager, omvattende :

a) een situatieplan aanduidende de oriëntatie, de toegangswegen met vermelding van het juridisch statuut (Rijks-, provincie-, gemeenteweg), hun naam en, in voorkomend geval, de bijzondere elementen van het door de Executieve goedgekeurd bijzonder plan van aanleg of het goedgekeurd verkavelingsplan; Is het perceel gelegen in een stad of in een bebouwde kom als omschreven in artikel 204, 3°, a, dan moet het situatieplan het mogelijk maken, de ligging van het perceel in de wijk en ten opzichte van de omliggende bebouwing in een omtrek van 100 m te bepalen; Is het perceel gelegen buiten een stad of buiten een bebouwde kom als omschreven in artikel 204, 3°, a, dan moet het plan het mogelijk maken, de ligging van het perceel in de wijk en ten opzichte van de omliggende bebouwing in een omtrek van 500 m te bepalen;

b) de tekening van het betrokken perceel, ondertekend door de aanvrager, waarop zijn aangegeven :

- de oriëntatie;
- de perceelsgrenzen, met ingeschreven maten;
- de oppervlakte van het perceel;
- het kadastraal nummer;
- de aard van de perceelafsluiting;
- de vestiging en de afmetingen van de op het perceel bestaande gebouwen;
- het tracé van de openbare toegangswegen met vermelding van hun juridisch statuut, hun naam, hun breedte, de aard van het wegdek, de bomen en de openbare verlichtingsinrichtingen die zich op het openbaar eigendom bevinden evenals de toegangswegen tot het perceel;
- in voorkomend geval, de binnentoeegangswegen, de aard van het wegdek en hun verbinding met het openbaar eigendom;
- de vestiging, de afmetingen van de aard of de bestemming van de omliggende gebouwen binnen een straal van 100 m van ieder van de perceelgrenzen;
- de naam van de eigenaars van de aangrenzende panden, hun bouwnummerpolitie en de aanduiding van de vensters die naar de zijdelingse en achterste grenzen gekeerd zijn;
- de op het perceel opgelegde erfdienstbaarheden vanwege de mens;
- de plaats van hoogstammige bomen;

3° Ten minste drie genummerde foto's in tweevoud, van het betrokken perceel en van de aanpalende en omliggende gebouwen, met aanduiding van de verschillende fotografische opnamepunten op het situatieplan. *

Art. 4. Het Waalse Wétboek van ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt door een als volgt opgesteld artikel 217/1 aangevuld:

« Wanneer het erom gaat het in de zin van artikel 41, § 1, 9° bedoelde gebruik van gebouwen te wijzigen, moet het dossier daarenboven bevatten :

1° een planzicht op een schaal van 1/100 of 1/150 met vermelding, voor de kelderverdieping, voor de benedenverdieping en voor ieder van de verdiepingen van het betrokken gebouw;

2° een planzicht op een schaal van 1/100 of 1/150 met vermelding, voor de kelderverdieping, voor de benedenverdieping en voor ieder van de verdiepingen van het betrokken gebouw, van de voorziene bestemming van de verschillende lokalen;

3° de aanduiding, op een plan van het betrokken perceel opgesteld op de in artikel 212 vastgestelde schaal, van de plaats van de parkeerruimten en van de garages voor voertuigen;

4° de aanduiding, op een plan van het betrokken perceel opgesteld op de in artikel 212 vastgestelde schaal, van de plaats van de parkeerruimten voor voertuigen binnen een straal van 100 m van elk van de grenzen van het perceel waarop de betrokken gebouwen gebouwd zijn.

Art. 5. Dit besluit treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 7 december 1987.

A. LIENARD

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 26 september 1988 is benoemd tot griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel, Mevr. Van Hede, M., eersstaanwendend klerk-griffier bij die rechtbank.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 26 septembre 1988, est nommée greffier au tribunal de première instance de Nivelles, Mme Van Hede, M., commis-greffier principal à ce tribunal.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Politiecommissaris. — Benoeming

Bij koninklijk besluit d.d. 8 september 1988 is de heer Jean Nyland benoemd tot politiecommissaris van de stad Brussel (arrondissement Brussel-Hoofdstad).

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Commissaire de police. — Nomination

Par arrêté royal du 8 septembre 1988, M. Jean Nyland est nommé commissaire de police de la ville de Bruxelles (arrondissement de Bruxelles-Capitale).

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

Bestuur der waterwegen

Bij koninklijk besluit van 9 september 1988 zijn de nieuwe grenzen vastgelegd van de rijksgronden op het grondgebied van de stad Châtelet, waarvan het beheer is opgedragen aan de Autonome Haven van Charleroi.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Administration des voies hydrauliques

Un arrêté royal du 9 septembre 1988 fixe les nouvelles limites des terrains de l'Etat sur le territoire de la ville de Châtelet, dont la gestion est confiée au Port autonome de Charleroi.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid. — Raad van beheer. — Benoeming van een ondervoorzitter

Bij ministerieel besluit van 23 september 1988, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking :

— wordt Mevr. Van Cauwenberghe, Linda, personeelschef van de « Hoge Raad Diamant », lid van de raad van beheer van de Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid, benoemd tot ondervoorzitter van voornoemde raad van beheer, voor een termijn verstrijkend op 31 december 1993.

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire. — Conseil d'administration. — Nomination d'un vice-président

Par arrêté ministériel du 23 septembre 1988, qui entre en vigueur le jour de la présente publication :

— Mme Van Cauwenberghe, Linda, chef du personnel du « Hoge Raad Diamant », membre du conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire, est nommée vice-président dudit conseil d'administration pour un terme expirant le 31 décembre 1993.